



# Le point sur le projet d'importation à Salaise de déchets toxiques d'Australie au 20/6/14

## **Compte-rendu de la réunion chez TREDI Salaise du 17/06/2014, suivi de nos commentaires.**

### **- Le matin, une première réunion normalement prévue :**

Cette réunion du Comité de Pilotage de la Commission d'information (CLIS) de l'incinérateur TREDI Salaise, de routine avant une réunion d'information publique de CLIS, prévoyait l'ordre du jour suivant :

- 1./ Point d'avancement du traitement des déchets en provenance d'Ukraine
- 2./ Avancement du plan d'actions rejets aqueux
- 3./ Importation de 132 tonnes de déchets à base d'hexa-chlorobenzène en provenance de la société Orica d'Australie en vue d'un essai de validation de prise en charge du stock historique (arrivage prévu dernier trimestre 2014)
- 4./ Bilan rejets quatre premiers mois 2014

Etaient présents à ce Comité de Pilotage de la CLIS :

Un représentant des élus : le maire de Salaise-sur-Sanne, Jackie Crouail et sa nouvelle adjointe à l'environnement Mme Michèle Sarrazin.

Un représentant des associations : VIVRE représentée par Jean-luc Pérouze,

La DREAL représentée par Mme Roussillo et par Mr Foray,

La société Trédi représentée par Mr Dudouit, Mme Ballore et Mr Boiteux de Trédi International (dossier Ukraine et dossier Australie).

Dans le cadre du projet d'importation des déchets de la société australienne ORICA, un "expert de l'ONU" selon Trédi, Mr. Ron Mc Dowall intervient pour "**présenter le contexte australien**".

A la demande de M. Foray (DREAL), l'ordre du jour prévu est reporté à une prochaine réunion (date à décider) et **la réunion est entièrement consacrée aux déchets d'Australie.**

La DREAL est en effet chargée d'instruire le dossier pour le ministère qui l'étudiera. M. Foray a donc posé des questions à Trédi notamment sur la méthode d'échantillonnage des fûts contenant l'HCB.

Il n'y a pas de CLIS prévue et le Copil peut se réunir indépendamment de la préparation d'une CLIS.

Nous apprenons seulement que les 7000 tonnes de déchets d'Ukraine qui sont des pesticides contenant de l'HCB, mais dans des proportions moindres que les déchets d'Australie (15-20%), soit environ 1000 tonnes d'HCB, ont commencé à être incinérés à Salaise depuis la 2<sup>ème</sup> quinzaine de février 2014.

**VIVRE a posé la question de la température d'incinération prévue (1100°) par Trédi Salaise qui pourrait être insuffisante pour casser toutes les molécules d'HCB (1100 à 1200° recommandés).**

La DREAL en a pris note et verra ça.

### **- L'après-midi, une 2ème réunion :**

*"Cette réunion a pour but de permettre aux élus et aux représentants des associations qui le souhaitent de profiter de la présence de Mr. Mc Dowall pour lui poser des questions. Au cours de cette réunion sont présentés en préalable les slides explicités en Comité de pilotage sur le projet d'importation des déchets australiens"*

Y étaient représentées les communes de Salaise (Mme Sarrazin) de Chanas (Mr Fumas) de Saint-Maurice l'Exil (Mr Fabri) de Sablons (Mr Megard et Mr Mazard) du Péage de Roussillon (Mme Gonin) de Roussillon (Mr ...)

Les associations Sauvons notre Futur (Mr Girardin) Vivre (Mr Pérouze) Ile de la Platière (Mme Xavier) Frapna (Mme Géhin)

Pour TREDI, étaient présents le directeur du groupe Trédi (Mr Girard), le directeur de Tredi Salaise (M. Dudouit), le directeur commercial de Tredi Salaise (Mr Germaneau), la responsable de la communication

de Trédi Salaise (Mme Ballore), le directeur de la communication du groupe Seché (qui possède le groupe TREDI), l'expert et son interprète.

### **Infos reçues lors de cette réunion spéciale sur les déchets d'Australie**

M. Mac Dowall est invité de TREDI "sous responsabilité de l'ONU, en tant qu'expert pour la FAO". Il aurait participé à l'élaboration de guides publiés par le PNUE pour l'application de la Convention de Bâle et travaillé à son application dans plusieurs pays. A notre demande, il précise qu'il aurait également participé au "3C Process", consultation pour l'acceptation d'une unité de traitement en Australie par les habitants. **Ceci n'est pas clair (voir nos commentaires) 1**

M. Mac Dowall nous fait un rappel sur le HCB: interdit par UE en 81 et Convention de Stockholm en 2001, un des pires polluants de la planète: les POP's (polluants Organiques Persistants), cancérigène reconnu.

Il nous décrit le stock d'HCB (Hexachlorobenzène) présent à Sydney (Australie) sur le site de Botany de la société ORICA qui veut nous l'envoyer. 200 000 personnes vivent proches de ce site.

**Trédi ne brûlerait "que" le stock historique d'HCB, tel qu'il était en 91 à l'arrêt de la production de ce sous-produit de la fabrication du vinyle, soit 9000 tonnes de HCB sous forme solide (des cristaux à l'aspect d'amiante).**

Les milliers de tonnes de matériaux plus faiblement contaminés, dont les 15% de déchets supplémentaires produits lors de chaque reconditionnement (tous les 4 ans) ne seraient pas importés ainsi que 100 tonnes de déchets liquides provenant de la décontamination de sols souillés. On ne sait ce que l'Australie en fera. **Ceci n'est pas clair (voir nos commentaires) 2**

**Ce seraient donc quelque chose comme 37500 fûts de 240 kilos qui seraient importés chez nous**, contenant en moyenne 40% de Chlore (pouvant aller jusqu'à 80% pour les plus concentrés), le reste étant d'autres chlorobenzènes, toxiques également et de l'eau, mais pas ou presque de métaux, point que la DREAL dit vouloir vérifier car ces métaux signeraient la présence d'hydrocarbures) qui seraient importés. Pour déterminer le taux d'HCB, on mesure le taux de chlore et on multiplie par 1.35 pour avoir le taux d'HCB . Les fûts contiendraient donc plus de 50% d'HCB. **Ceci n'est pas complet (voir nos commentaires) 3**

**Ils seraient incinérés à Salaise sur une durée estimée à 5 ans** en les introduisant progressivement dans le four Salaise 2 (qui possède la filière d'injection directe (une espèce d'ascenseur qui permet de les injecter dans le four sans manipulation humaine), mise en place en 2007 pour les déchets d'Abidjan. Ils seraient mélangés à des déchets brûlant facilement pour pouvoir les brûler car le PCS (pouvoir calorifique spécifique = capacité à brûler) de ce déchet est faible.

Par ailleurs, ces déchets sont très acides et corrosifs, ce qui oblige de les reconditionner dans de nouveaux contenant tous les 4 ans, opération qui, de fait, se déroule en permanence. L'idée de la nouvelle tentative d'Orica est que cette fois, ce ne pourra être assimilé à un transfert de déchets comme les précédentes tentatives en Allemagne et Danemark. En effet, les envois seraient fractionnés en autant de transports que nécessaires pour ne pas stocker tout d'un coup chez Trédi.

D'où ce qui nous est présenté comme une demande d'autorisation pour un envoi de 132 tonnes "seulement" pour essai et validation par la CLIS du bilan des rejets de l'incinération de ce premier essai avant de nouvelles demandes d'autorisation à chaque nouveau transport pour le reste des 9000 tonnes de ce déchet.

Le transport par mer se ferait par "ligne régulière" et non par affréteur, susceptible de s'arrêter

partout où il pourrait charger du fret. C'est la compagnie maritime qui prend en charge les coûts d'assurance (selon Tredi).

La nappe de Sydney n'aurait pas été polluée par du HCB mais par d'autres polluants de type hydrocarbures, sur le même site chimique d'Orica - ceux qui étaient là où est maintenant un parking pour les véhicules, distant de 5 kms du lieu de stockage de l'HCB, ce qui donne une idée de la taille du site chimique de Botany dans la ville de Sydney. Pourtant il y aurait de l'HCB dans les sols pollués. **Ceci n'est pas clair (voir nos commentaires) 4**

Toujours selon M. Mac Dowall, le HCB n'a pas été produit par ORICA mais par ICI, société anglaise rachetée par ORICA dans les années 90. Mais ORICA a pris la responsabilité de ce stock de déchets. **Ceci n'est pas clair (voir nos commentaires) 5**  
ORICA a déjà dépensé 25 millions de dollars pour gérer le stock de Botany.

Ensuite, M. Mac Dowall nous a parlé de l'impossibilité de traiter ce déchet en Australie. Il donne trois raisons:

-*Problème d'échelle* : sans doute l'argument le plus bizarre: Selon lui, le pays est certes 14 fois plus grand que la France mais n'a que 20 millions d'habitants et ne produit pas assez de POPs pour justifier une installation de traitement HTI (par incinération). Et la taille du stock d'Orica ne justifierait pas un incinérateur car le PCS du déchet étant faible, il faudrait importer 40000 tonnes de déchets d'un PCS plus élevé pour brûler ces 9000 tonnes d'HCB.

**Ceci n'est pas clair (voir nos commentaires) 2**

-*Problème d'émissions*. Parmi les solutions alternatives à l'incinération, l'arc plasma (PLASCON) ne permettrait pas de contrôler les émissions. Et il faudrait importer 40000 tonnes d'Argon pour détruire les 9000 tonnes d'HCB par cette méthode. **Ceci n'est pas clair (voir nos commentaires) 7**

M. Mac Dowall jure ses grands dieux que ORICA a tout essayé pour trouver une solution mais qu'aucun procédé n'est possible. Bien qu'il soit un grand promoteur de l'incinération des POPs – il se félicite d'avoir fait importer pour être incinérés en Europe 2 millions de tonnes de POPs -si nous avons bien compris-, en provenance d'Asie, d'Amérique latine ou d'Afrique (dont les déchets d'Abidjan en 2007 pour Trédi Salaise), il aurait néanmoins consacré des années à tester des techniques alternatives à l'incinération, notamment en Australie avec Orica.

**Ceci n'est pas clair (voir nos commentaires) 1 et 8**

-*le 3<sup>ème</sup> problème*, toujours selon M. Mac Dowall, serait l'absence d'autorisation du gouvernement australien d'installer un incinérateur qui se cumulerait avec le refus des habitants de cet incinérateur. **Ceci n'est pas clair (voir nos commentaires) 9**

TREDI et M. MacDowall nous affirment que seule la méthode utilisable pour ce type de déchet est l'incinération. (*plus tard M. Mac Dowall reconnaît une autre alternative*)

Argumentaire parfois bizarre : c'est facile de l'incinérer et on maîtrise.

Alors pourquoi pas en Australie ? : L'Australie devrait importer des déchets avec un PCS plus élevé pour mélanger avec le HCB pour une combustion correcte.

Il nous explique que, de toutes façons, construire et maîtriser une unité de traitement prendrait 5 ou 6 ans et le traitement 15 ans, soit 20 ans pour venir à bout de ce déchet!

Depuis 1963 ? Il nous dit qu'avant ORICA, personne ne s'inquiétait de ces déchets.

**Ceci n'est pas clair (voir nos commentaires) 10**

**D'après lui, pas de solutions possibles en Australie, ni même d'alternatives à l'incinération.**

Difficile de suivre son raisonnement.

**A l'appui de la possibilité de traiter le HCB en Australie, autrement que par l'incinération, VIVRE présente un document en français, guide à la destruction des POPs, dont M. Mac Dowall nous apprend qu'il serait basé sur son propre travail. Ce document présente clairement et compare les différentes méthodes alternatives à l'incinération existant dans le monde, contredisant l'absence de solutions possibles pour détruire cet HCB autrement que par l'incinération affirmée par M. Mac Dowall devant nous.**

**A force d'insister M. Mac Dowall admet qu'il existe plusieurs alternatives à l'incinération.**

Il dit qu'il existe d'ailleurs déjà des installations en Australie qui peuvent ou ont pu détruire du PCB (liquide) mais non du HCB (solide). D'après M. Mac Dowall, Il existe en Australie 2 installations de traitement sur le site d'Orica dont une appelée Safety Clean qui est un désorbteur pour extraire l'HCB des sols souillés mais qui ne peuvent traiter tout le stock d'HCB, à cause des multiples formes sous lesquelles il se présente **Ceci n'est pas clair (voir nos commentaires) 11**

Il nous explique que le système Plascon a été mis au point avec l'aide du gouvernement Australien et 2 personnes ont déposé le brevet. Le gouvernement australien ne pourrait donc pas l'utiliser. **Ceci n'est pas clair (voir nos commentaires) 6**

Aucune unité de taille suffisante en Australie: VIVRE dit que cela est dû au fait

**- qu'Orica, sous différents prétextes, refuse de signer un contrat avec les sociétés qui, actuellement traitent dans le monde les déchets POPs par des méthodes autres que l'incinération (les habitants ne voulant pas d'incinérateur en Australie, et on les comprend)**

**- et que le gouvernement australien ne l'impose pas à ORICA, pour traiter enfin ces déchets sur place, d'une façon acceptable par les habitants, c'est à dire sans polluer, en Australie ni ailleurs.**

**Les représentants de Tredi essaient de nous convaincre :**

-Chantage à l'emploi, 200 employés à Salaise. Le déchet industriel se fait rare. Le groupe Séché a du arrêter l'incinérateur GEREP (déchets industriels). **voir nos commentaires 12**

-Pour le futur développement de la Zone Portuaire c'est un plus pour accueillir des nouvelles entreprises, leurs déchets peuvent être traités sur place. **(voir nos commentaires) 13**

-TREDI a fait des bassins de rétention (2000 m3 en sortie de STEP) permettant de conserver les effluents qui vont au Rhône durant 1 jour à 1,5 jour pour analyse avant rejet **(voir nos commentaires) 14**

-TREDI détruit du HCB depuis très longtemps à Salaise (pesticides) **(voir nos commentaires) 15**

VIVRE rappelle ensuite que l'acceptation en 2007 des déchets d'Abidjan était liée à l'engagement de l'exploitant pour la mise aux normes de l'incinérateur Tredi Salaise et à la promesse du ministère d'un SEG (Suivi Environnemental Global) du Pays roussillonnais. Vivre constate que

nous sommes en 2014, que le SEG n'a toujours pas abouti et qu'il semble que la 2ème phase de l'étude en cours butte sur des problèmes de financement. Ce qui fait qu'à ce jour, les habitants ne connaissent toujours pas l'état de leur environnement.

**Les 3 associations présentes et la plupart des élus demandent que ces déchets hautement toxiques soient traités en Australie.**

**M. Mac Dowall convient, in fine, que l'absence d'installation adaptée en Australie est due à un manque de volonté politique du gouvernement australien. (voir nos commentaires) 16**

Au moment de partir, sur le pas de la porte, le responsable communication du groupe Tredi prend le représentant de VIVRE à part pour lui dire que si ce n'est qu'un problème d'argent ... puis ajoute que le ministère apprécierait sûrement un geste de Tredi pour financer la suite du SEG. (voir nos commentaires) 17

Evidement surpris de cette démarche, le représentant de VIVRE a répondu que ce n'était pas à nous qu'il fallait en parler. (voir nos commentaires) 18

## NOS COMMENTAIRES

*(les textes en italique sont les commentaires que nous venons de recevoir de nos correspondants en Australie, traduites de l'anglais -de plus australien- par nos soins ... donc au mieux)*

**1** La présentation de M. Ron Mac Dowall chez Tredi Salaise ce 17 juin a beaucoup surpris nos correspondants scientifiques en Australie, spécialistes de ce domaine, et Mme le Dr Mariann Lloyd-Smith PhD (Law), Senior Policy Advisor, IPEN - International POPs Elimination Network et Senior Advisor, National Toxics Network Inc. nous écrit. :

*."C'est une prétention extraordinaire de M. Mac Dowall, qu'aucun de nous n'a jamais vu. S'il dit qu'il est considéré comme un expert par une agence des Nations unies, nous pouvons dire ... (qu'il est surprenant de ne pas l'avoir croisé car)... Lee (le Dr Lee Bell) participait au groupe d'expert sur les dioxines comme un expert ONG et j'étais membre de " l' UNEP/AMAP Expert Group sur les POPs (Polluants Organiques Persistents) et Changement Climatique " et j'en ai co-écrit le rapport. Et beaucoup de membres de l'IPEN étaient membres du groupe d'experts sur les " Meilleures Techniques Disponibles et Meilleures Pratiques Environnementales " que vous citez."*

*Qu'il mentionne sa participation dans le "3 C Process" ici en Australie m'a également surpris comme Lee et moi étions profondément impliqués dans cette procédure... Lee était le président de ce comité pendant des années.*

*Et cependant encore une fois, **aucun de nous n'a jamais rencontré Mr Mc Dowall.** "*

**2** Ce qui ne réglerait pas le problème de tous les autres déchets dangereux restant dans le pays.: *"Ceci renforce notre argument que l'Australie devrait gérer ces déchets dans ses frontières. Si ce projet (de les exporter en France) continue, il restera des quantités importantes d'HCB à détruire en Australie.*

*Ceci ignore simplement le fait que L'Australie est signataire de la Convention de Stockholm et de très nombreux POPs supplémentaires y sont listés maintenant. L'Australie a une quantité considérable de déchets de constructions et électroniques contenant des polluants POPs qui exigent une destruction dans de bonnes conditions environnementales. D'où l'argument que*

*nous avons constamment présenté au gouvernement australien: que l'Australie nécessite d'avoir sa propre installation de destruction."*

**3** quelques précisions de nos correspondants en Australie:

*"... et quelques uns sont très très concentrés en HCB, HCE et HCBd.*

*L'HCB (l'Hexachlorobenzène) est le principal composant des déchets en barril.*

*Il est présent principalement sous forme de poudre (cristaux) et s'écoule librement mais peut aussi être sous forme de mélange solide grumeleux et collant. Le contenu est pour 53% de l'HCB, 15% de l'Hexachloroéthane (HCE) et 27% de l'Hexachlorobutadiène (HCBd), mais il y a de grandes variations entre chaque barril de déchets. Dans chaque barril, la composition peut varier largement, de morceaux durs de HCB presque pur à une bouillie principalement de HCE. Les mélanges saturés d'HCB sont plus épais et difficiles à pomper. Les "heavy ends" sont des mélanges solides de matériaux, à teneur plus élevés en HCE et moins en HCB.*

*L'HCBd est le composant liquide des "heavy ends" et rend les cristaux d'HCB collants. C'est lui qui dégage le plus de vapeurs parmi les composants des déchets dits d'HCB).*

*Les autres composants inclus sont Octachlorostyrène, OCS, Carbon Tétrachlorure, CTC, Perchloréthylène et PCE "*

**4** *"La 2ème phase de l'étude de l'état de la nappe d'eau souterraine (de la ville de Sydney) a identifié 6 sources principales de contamination de la nappe incluant -l'ancienne usine de solvant où l'HCB a été produit -et la zone d'entrepôts où l'HCB était stocké. "*

**5** *"ORICA était I.C.I. Australia !"*

*En juin 1997, quelques mois seulement après que le gouvernement ait publié le plan de gestion du HCB. ICI Australia devint une entreprise indépendante australienne après que sa compagnie parente, ICI Plc ait retiré ses 62.4 % d'actions de la compagnie.*

**Suite à la transaction ICI Australia dut changer de nom et le 2 février 1998, devint connue sous le nom de ORICA.**

*J'étais le co-auteur du plan et nous avons veillé à ce que si ICI Australia changeait de nom, elle reste responsable pour les déchets. "*

**6** En fait, nous apprenons depuis cette réunion que BCD Technologies possède deux unités de traitement par plasma dans l'Australie : une à Brisbane pour les POPs et une autre à Melbourne pour traiter des CFC et des halons.

BCD Technologies possède également une usine de BCD pour PCBs de bas niveau et autres POPs et a également deux desorbiers thermiques pour traiter les solides souillés.

Le vendeur pour le procédé Plascon en Australie est SRL Plasma Pty Ltd Narangba ([www.srlplasma.com.au](http://www.srlplasma.com.au)) et l'Organisation pour la recherche industrielle scientifique du Commonwealth (la CSIRO).

Les trois brevets pour Plascon sont conjointement possédés par SRL Plasma PTY Ltd et la CSIRO.

**7** D'après nos propres calculs, pour détruire efficacement, totalement et sans polluer les 9000 tonnes d'HCB par le procédé BCD, **la quantité d'argon nécessaire serait de l'ordre de 5 700 tonnes plutôt que 40 000 tonnes d'argon comme nous l'assure M. Mac Dowall...** il nous a d'ailleurs dit pendant la réunion: "je constate que nos opinions diffèrent"....

**8** *VIVRE* a dit que c'est seulement parce qu'il avait obligation de le faire que ORICA a conduit ces études d'alternatives possibles mais de façon superficielle (nous avons dit que "ORICA paid a lip service", ce qui a fâché M. Mac Dowall).

**9** " Comme nous l'avons démontré dans le "3C Process Ouest australien d'implantation des déchets dangereux", les communautés australiennes veulent accepter des installation de destruction chez eux tant qu'elles ne sont pas basées sur l'incinération et qu'elles sont impliquées dans l'emplacement. "

**10** " Il est totalement incorrect de dire que personne ne s'inquiétait de ces déchets avant que I.C.I. ne devienne ORICA. C'étaient des amis à moi dans l'association qui au début des années 90 ont entrepris une action non-violente à l'usine de solvants qui avait produit l'HCB, grim pant sur le stock pour finalement obliger I.C.I. et le gouvernement à la fermer à cause de la pollution. C'était après une campagne considérable pour la fermeture de l'usine.

Sa critique selon laquelle les associations en Australie qui se sont opposées au projet d'exportation la dernière fois (lors d'une précédente tentative d'ORICA d'exporter ce déchet au Danemark, après l'Allemagne) n'ont rien fait pour assurer la construction d'une installation (pour détruire les polluants comme cet HCB) n'est pas justifiée car nous avons continuellement harcelé (to lobby) le gouvernement pour qu'il agisse et établisse en Australie une installation (adaptée) comme des centaines de groupes qui se sont opposés à l'exportation, ici ou au delà des mers. Malheureusement, sans succès jusqu'à présent.

**Nous avons continuellement fait campagne, pour que notre nation ait la capacité à gérer nos propres déchets toxiques. "**

**11** " Nous sommes d'accord que des procédés préliminaires sont probablement nécessaires avec les technologies alternatives et qu'une combinaison d'approches hors-incinération est nécessaire pour effectivement détruire les déchets toxiques d'Australie sous leurs différentes formes... Oui, des procédés préliminaires seraient nécessaires pour une partie des déchets pour une destruction sans incinération.

Toutefois, les avantages considérables d'une technologie en boucle fermée, non polluante, compense le prétraitement. "

En effet, aucune méthode ne peut à elle-seule détruire l'ensemble des déchets sous ses différentes formes, mais en l'associant aux pré-traitements nécessaires, cela est possible, notamment en mettant en place divers pré-traitements pour l'amener à la forme semi-liquide souhaitée.

**12** Bien évidemment VIVRE est très sensible à la question de l'emploi, mais le matin même TREDI nous avait expliqué que ces 9000 tonnes de déchets d'Australie ne représenteraient qu'une part infime de l'activité annuelle de Trédi Salaise.

**13** Des élus du secteur pensent au contraire que l'incinération de ces déchets hautement toxiques à proximité de la Zone Industriale-Portuaire (ZIP) de Salaise seraient négative pour l'image "verte" que ses promoteurs souhaitent lui donner.

**14** Ces bassins de rétention étaient une demande de VIVRE depuis les rejets de mercure en 2013 (dont 11 kilos rien que le 22 juin)

**15** Les déchets ukrainiens par exemple contiennent 15-20% de HCB c'est autour de 1000 tonnes d'HC B qui sont en train d'être incinérés. Tiens, tiens, on ne nous l'avait pas dit !!!

**16** " je suis d'accord avec M. Mac Dowall. Le manque d'installation de destruction en Australie est dû à une carence politique des 2 gouvernements de l'état et fédéral. "

**17** Ce qui améliorerait les chances de voir autoriser l'importation des déchets d'Australie ?

**18** Pour en avoir ensuite parlé au sein de VIVRE et avec le président de Sauvons Notre Futur, nous pouvons dès maintenant dire que **les associations locales considèrent qu'une telle initiative de TREDI ne concernerait en rien les déchets d'Australie.**



**Ces réunions nous ont définitivement confortés dans notre opposition à l'importation de ces déchets hautement polluants d'Australie:**

**Nous n'en voulons pas...**